

## NOTE D'INFORMATION

N° 2023/18

A l'attention de :

Mmes et MM. les Maires et Président.e.s d'Établissements Publics Intercommunaux,  
Mmes et MM. les Directeurs.rice.s Généraux.ales des Services et Secrétaires de Mairie.

# Référent déontologue de l'élu local

Date d'effet : 1<sup>er</sup> juin 2023

Conformément à l'article L. 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

Depuis le 1er juin 2023, il appartient à chaque collectivité ou établissement public de procéder à la désignation de son ou ses référents déontologues par l'adoption d'une délibération spécifique.

Comme l'indique le guide relatif à la désignation du référent déontologue de l'élu local produit par la Direction Générale des Collectivités Locales, cette désignation n'entre pas dans le champ de compétence des centres de gestion dont les missions concernent la gestion du personnel.

Cependant, afin de vous accompagner, nous vous proposons un modèle de délibération et la possibilité de prendre l'attache d'une ou de deux personnalités pour assurer votre obligation :

- Monsieur Philippe DE MESTER, ancien préfet,  
et/ou
- Monsieur Guy PAGLIANO, ancien DGS,

Ces derniers ont accepté de se mettre à disposition des élus des collectivités et établissements publics des Alpes de Haute Provence, pour répondre à leurs interrogations en matière de déontologie.

Nous attirons votre attention sur la possibilité de mutualiser un référent déontologue entre plusieurs collectivités. Il faut pour cela des délibérations concordantes adoptées par chacune des collectivités.

Les services du Centre de Gestion restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.



A Volx, le 10/10/2023

  
Jacques DEPIEDS,  
Président du Centre de Gestion  
des Alpes-de-Haute-Provence.